



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 9 avril 2026
portant mise en demeure
à la société GANTZER LAVIGNE EXTRACTION – Groupe MICHEL SAS -
de respecter les dispositions applicables à sa carrière sis à Baldersheim.**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L. 171-8-I,

VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Baldersheim par la société Ganter Lavigne Extraction (GLE),

VU le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées à la suite de l'inspection des installations classées du 6 mars 2026,

Considérant que l'article 2.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2023 susvisé dispose que l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore), remis au plus tard le 31 mars de l'année n+1 ; que s'agissant de la mesure d'évitement E1, il est à réaliser l'année N et chaque année d'exécution des travaux et, l'année N puis tous les 3 ans pour les autres mesures d'évitement,

Considérant que lors de l'inspection du 6 mars 2026, il est constaté que l'exploitant ne dispose d'aucun rapport de suivi écologique prescrit car le suivi par un écologue n'est pas réalisé depuis la délivrance de l'autorisation,

Considérant que le rapport de suivi écologique ne pourra être communiqué qu'après réalisation du suivi écologique, qu'il appartient à l'exploitant de faire réaliser les inventaires nécessaires à la production de ce rapport dès l'année 2026,

Considérant qu'il y a lieu d'introduire des délais intermédiaires afin de garantir l'avancement du processus de mise en conformité,

Considérant que les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société GANTER LAVIGNE EXTRACTION (groupe MICHEL SAS), dont le siège social, est situé 150 rue de Pfastatt 68260 Kingersheim, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de sa carrière implantée Lieu-dit "WOLFAECKER" à Baldersheim.

Article 2 : l'exploitant respecte les dispositions de l'article 2.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2023 susvisé et rappelées ci-dessous en :

- fournissant un justificatif de commande relatif à la réalisation d'un suivi écologique tel que prévu par l'article précité en 2026 dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournissant le calendrier des suivis prévus par l'organisme de suivi en 2026 dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- fournissant un rapport de suivi écologique tel que prévu par l'article 2.1.2.3 de l'arrêté du 2 février 2023 susvisé avant le 31 mars 2027.

Article 2.1.2.3 de l'arrêté du 2 février 2023 :

« L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures imposées par le présent arrêté et précisées en annexe 3 ».

Le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) doit permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact.

En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies, ou en cas de non atteinte des objectifs ou du non maintien des populations, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant et des opérations de gestion envisagées, afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées.

Conformément à la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, le pétitionnaire s'engage à déposer ou à saisir les résultats des suivis écologiques sur la plateforme de dépôt légal de données brutes de biodiversité à l'adresse : depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr. Les modalités de versement y sont détaillées. Les données recueillies de cette manière alimenteront le Système d'information sur la nature et les paysages (SINP) national et régional.

En cas d'impossibilité, le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) sera transmis au plus tard le 31 mars de l'année [n+1] pour les constats faits pour l'année [n] :

- au préfet,
- à la DREAL - inspection des installations classées (2 exemplaires).. »

Article 3 : en cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 4 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 9 avril 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

